

LA PENSÉE DU CHE ET LES PROCESSUS ACTUELS D'ÉMANCIPATION EN AMÉRIQUE LATINE

JEAN ORTIZ ET MARIELLE NICOLAS *

Les auteurs montrent combien les processus actuels d'émancipation en Amérique latine empruntent à la pensée d'Ernesto Guevara et de Simon Bolívar. Éthique révolutionnaire, devoir internationaliste, démocratie participative et émancipation humaine, voie originale et refus de modèle, en constituent les traits saillants. C'est un combat constant, tant l'héritage de décennies d'exploitation, de domination, d'autoritarisme, reste difficile à éliminer.

Pour les protagonistes (chavistes, militants du MAS bolivien, d'Alianza País en Équateur...) du « socialisme du XXI^e siècle », le Che est omniprésent dans l'actuelle vague de transformation sociale qui secoue l'Amérique latine, et toujours l'objet d'une bataille politique et idéologique permanente, d'enjeux historiques et mémoriels ô combien actuels, cible enfin d'un révisionnisme pervers. Pour nombre d'observateurs, surtout européens, le Che serait « de retour » depuis les années 1990, de même que l'expérience cubaine. Les militants latino-américains répondent : il n'est jamais parti ! C'est que l'exemple du « guérillero héroïque », ses analyses de l'impérialisme, sa vision de l'unité continentale, de l'internationalisme, et bien sûr le mythe, sont restés vivaces depuis cette exécution qui le mythifia encore plus. Il est mort en quelque sorte au moment où il devait mourir, pour devenir un symbole. Sa force propulsive demeure intacte, imprégnée certes de romantisme, mais surtout de germes d'autres mondes possibles. Le souvenir du Che pousse des millions d'hommes à résister, à « utopiser ». On assiste depuis une quinzaine d'années en Amérique latine à un

* MAÎTRES DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE PAU

retour des utopies émancipatrices, à une critique renouvelée du capitalisme.

Toutefois, influence et omniprésence n'impliquent nullement modèle à appliquer, ni aveuglement, ni suivisme ; au contraire, elles nécessitent une lucidité critique, notamment à propos de l'échec de la lutte armée révolutionnaire des années 1960 et 1970. Nous allons donc essayer de remettre en perspective la pensée du Che, sa pratique, et les confronter aux défis d'aujourd'hui, de comprendre en quoi elles peuvent s'inscrire dans les grandes problématiques actuelles. Pourquoi le symbole reste-t-il si fort ? Pourquoi demeure-t-il un référent de résistance ? Un changeur de monde ?

La pensée du Che, une boîte à outils pour aujourd'hui

Le continent a subi depuis les années 1960 deux traumatismes majeurs : plus de deux décennies de terribles dictatures militaires et une décennie de diktats du FMI et du marché. Ils ont provoqué de profonds bouleversements, sociaux, économiques, liquidé plusieurs générations de militants, détruit les forces plus radicales, écrasé les classes ouvrières...

Il est donc difficile de ne pas tenir compte des contextes et d'appliquer à la situation d'aujourd'hui des grilles de lecture des années 1960. L'Amérique indo-afro-latine ne vit plus *L'heure des brasiers* (titre du film de l'Argentin Pino Solanas), mais l'heure des alternatives en chantier. Nous sommes de ceux qui considérons que réduire le Che à une mitrailleuse, fût-elle libératrice, est commettre une erreur d'analyse et tomber dans le cliché réducteur qui le vide de sa véritable substance, et ossifie son message.

Che Guevara est avant tout une trajectoire à la fois intellectuelle et pratique, une conviction en actes, une pensée laboratoire. Selon Fidel Castro ¹, Che était marxiste déjà au Mexique, avant que lui-même ne le devienne, lorsqu'ils préparaient l'expédition du « Granma » à Cuba. Ernesto Guevara, ce penseur marxiste, ce théoricien de la révolution, se livre à une réflexion critique permanente, écrit beaucoup, remplit des carnets de notes, et meurt à 39 ans. C'est dire que l'on ne peut considérer sa pensée comme un système achevé. Sa praxis politique de

¹ Fidel Castro, Ignacio Ramonet, *Biographie à deux voix*, Éditions Fayard, 2007, p. 161.

guérillero, puis de ministre, stimule en permanence une réflexion théorique à l'évolution rapide, produit d'un moment historique et de son expérience révolutionnaire cubaine. Il faut donc toujours préciser de quel Che l'on parle, même s'il nous paraît aberrant de le « découper en tranches ».

Le Che, si nous le sortons de la légende, de la « mausoléification », devient une véritable « boîte à outils » pour aujourd'hui, un altermondialiste avant l'heure ; très tôt, il se rendit compte du pouvoir et de la nocivité des multinationales. Au cours de ses voyages transcontinentaux, de ses lectures, il en vint à considérer que l'émancipation totale, anticapitaliste, d'un pays, ne pouvait passer que par celle de tout le continent : la « *patria grande* » de José Martí et Simón Bolívar. Le Che va donc dessiner une stratégie révolutionnaire continentale et à l'échelle du monde, commencer à penser un socialisme sans bureaucratisation du nouveau pouvoir, qui mette l'individu au centre du processus libérateur, qui ébauche un « homme nouveau », auquel il faut aspirer, en changeant simultanément la base économique et les valeurs morales dominantes...

La critique du soviétisme et la recherche d'un socialisme différent

Le 7 juillet 1953, lors de son deuxième voyage à travers le continent, le jeune apprenti militant écrit à sa tante, depuis le Costa Rica, révolté par le sort des travailleurs dans l'enfer vert des bananeraies de l'United Fruit Company, et par la puissance des multinationales : « J'ai pu vérifier combien est terrible leur pouvoir. J'ai juré de ne jamais m'arrêter avant de voir ces poulpes capitalistes exterminés. Je me rends au Guatemala où je vais me perfectionner pour devenir un révolutionnaire authentique »². La pensée du Che est dès le départ anticapitaliste, alors que le Mouvement (fidéliste) du 26 juillet prône majoritairement une sorte de « nationalisme révolutionnaire ». À tel point que, dans la « sierra », Ernesto doute des convictions profondes de Fidel ; il le considère, dans une lettre à René Ramos Latour, dirigeant du M. 26-J à Santiago de Cuba, comme « un authentique leader de la bourgeoisie de gauche »³. Che est alors fasciné par l'Union soviétique, jusqu'à affirmer, dans la même lettre, que « la solution

² Jean Cormier, *Che Guevara*, Éd. du Rocher, Monaco, 2002, p. 73.

³ Roberto Masari, *Che Guevara, pensamiento y política de la utopía*, Tafalla, Ed. Txalaparta, 2004, p. 269.

des problèmes du monde se trouve derrière le rideau de fer »⁴. Mais, dès le 20 octobre 1962, il dénonce le sectarisme qui conduit à la « copie mécanique » d'un modèle exogène... La « crise des fusées » de ce mois d'octobre, commence à le faire douter de l'internationalisme de l'Union soviétique.

Et peu à peu, les écrits publics et internes du ministre de l'Industrie sont marqués par la recherche d'une voie alternative au soviétisme, dont les critiques les plus dures sont restées longtemps sous le boisseau ; elles n'ont été publiées par les autorités cubaines que récemment (2002). Dans ses notes de 1966, clandestin à Prague, après l'aventure africaine, il critique férocelement le « Manuel d'économie politique de l'Académie des sciences de l'URSS »⁵. Il pointe des dysfonctionnements et des blocages du « socialisme réel », et propose même un programme alternatif de recherche. Le constat sur l'URSS constitue l'essentiel de ses écrits de Prague. Guevara a l'intuition fulgurante que l'Union soviétique « retourne au capitalisme »⁶; il s'en prend vivement au dogmatisme, aux « vérités éternelles »⁷, à la démarche « apologétique »⁸ qui en URSS se substituent à une pensée marxiste et critique : « l'apologie remplace la science »⁹. Ces constats accablants, visionnaires, écrits en 1966, témoignent d'une grande lucidité et d'un sens aigu de l'analyse politique. On ne peut que regretter que cette réflexion, hétérodoxe, soit trop longtemps restée, pour des raisons de « realpolitik », dans des tiroirs confidentiels. Le Che considérait même que « l'URSS impose le socialisme mondial par la force des armes aux pays des démocraties populaires »¹⁰, et que « toutes les stratégies du prolétariat mondial sont subordonnées à la politique soviétique »¹¹. Publiés à ce moment-là, ces propos auraient sans doute provoqué la rupture avec l'Union soviétique.

⁴ *Ibid.*, p. 269.

⁵ Ernesto Guevara, *Apuntes a la economía política*, Eds Ciencias sociales, La Havane, 2006.

⁶ *Ibid.*, p. 27.

⁷ *Ibid.*, p. 28.

⁸ *Ibid.*, p. 297.

⁹ *Ibid.*, p. 124.

¹⁰ *Ibid.*, p. 98.

¹¹ *Ibid.*, p. 209.

Ce grand politique, à la vision à long terme, a été l'un des premiers à comprendre et critiquer à la fois les erreurs de l'URSS et, à partir de ce bilan, de cette critique, à réfléchir sur les problèmes que posait une véritable émancipation socialiste. Les différents « cahiers » du Che, ses lectures et notes de lecture, ses observations, ses ébauches de plans d'études, ses réflexions quotidiennes, aussi bien lors de ses périples que lors des « séminaires » organisés par la direction du ministère de l'Industrie, les réunions bimestrielles de débat, permettent de saisir une pensée radicale, en mûrissement rapide, en remise en cause permanente¹².

On connaissait déjà les distances prises par Guevara, dans l'interview de 1963 à l'hebdomadaire *L'Express* : « le socialisme économique sans la morale communiste, cela ne m'intéresse pas »¹³. Le Che rétablit la vérité des contenus, des valeurs, comme l'ont fait les processus constituants au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, etc., qui ont « remis les pays à l'endroit ». Dans *Le socialisme et l'homme à Cuba*, un essai brillant, sans doute le meilleur de ses écrits, Guevara définit le socialisme non pas comme un modèle à suivre, mais comme un processus, un humanisme nouveau à construire, un « phénomène de conscience ». Dans les années 1930, le communiste argentin Anibal Ponce parlait déjà de « construction permanente », à propos du socialisme, en 1938, dans *Humanisme bourgeois et humanisme prolétaire*. Le Che renoue avec la pensée ouverte, autochtone, féconde, de ces penseurs marxistes des années 1920 et 1930 : Anibal Ponce, José Carlos Mariátegui, Julio Antonio Mella..., un marxisme d'avant la « komintarisation ».

Les voyages en URSS ont amené progressivement ce dirigeant politique de haute stature, ministre compétent, à critiquer la stratégie de grande puissance de l'URSS, ce qu'il exprime lors du célèbre discours d'Alger du 24 février 1965¹⁴. À la stratégie de « coexistence pacifique » de l'URSS, le Che oppose une vision anti-impérialiste sur tous les fronts, qui est celle de la révolution cubaine des années 1960. Son message à la Conférence tricontinentale de La Havane¹⁵ porte la vision fidélo-

¹² Nestor Kohan, *En la selva. À propos des « Cahiers de lecture de Bolivie »*, Ed. « Misión Conciencia », Caracas, 2011, p. 31-32.

¹³ Jean Daniel, *L'Express*, 25 juillet 1963, p. 9.

¹⁴ Ernesto Guevara, *Escritos y Discursos*, Ed. de Ciencias Sociales, La Havane, 1977, tome 8, p. 253-272.

¹⁵ Guevara, *op. cit.*, janvier 1966, tome 9, p. 355-372.

guévariste de lutte armée, d'ouverture de nouveaux fronts... Son départ vers d'autres horizons est donc programmé, pleinement assumé et annoncé depuis son intégration au M. 26-J, au Mexique. Il avait « un projet émancipateur à long terme », dénué de « chimère suicidaire »¹⁶. On pourrait ajouter : et dénué de toute « exportation de la révolution ». En janvier 1962, alors que Kennedy obtient l'exclusion de Cuba de l'OEA, la révolution cubaine réplique par la Deuxième Déclaration de La Havane (4 février 1962). Elle appelle, au soulèvement des peuples, à créer plusieurs Vietnam¹⁷ à « la révolution inévitable », « à un cri de guerre contre l'impérialisme »¹⁸, mais ne prône pas l'exportation de la révolution. Elle insiste même : « À l'accusation selon laquelle Cuba veut exporter la révolution, nous répondons que les révolutions ne s'exportent pas, ce sont les peuples qui les font »¹⁹. Plus tard, en janvier 1966, lors de la conférence de la Tricontinentale à La Havane, Fidel Castro priorisera la lutte armée en tant que moyen, non comme une fin en soi. C'était également la position du Che, proclamée dans son fameux message à l'OSPAAAL (Organisation de solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et l'Amérique latine). Il existe donc une profonde communion, une forte connexion intellectuelle, politique, entre les deux hommes ; ils partagent une pensée révolutionnaire autochtone, puisant aux racines latino-américaines, les mêmes questionnements, les mêmes approches. Che admire Fidel, son contact avec le peuple, ce « dialogue des diapasons dont les vibrations en provoquent de nouvelles chez l'interlocuteur »²⁰. La prétendue opposition entre les deux hommes a été inventée, et surmédiatisée depuis, à l'extérieur de Cuba, essentiellement par des intellectuels américains et français. Le 10 août 1967, en clôturant la première Conférence de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité), Fidel Castro lançait : « toute une série de vieux clichés devraient être abolis, parce qu'à force de les répéter [...] depuis trente-cinq ans, on ne conquiert personne »²¹. Il s'agit

¹⁶ Miguel Benasayag, Paris, Éd. Bayard, 2003, p. 85.

¹⁷ Ernesto Guevara, *Message à la Tricontinentale*, p. 371.

¹⁸ Guevara, *op. cit.*, p. 372.

¹⁹ http://www.segundadeclaracion.net/esp/1pasa/4_otras/docs/2gndaDecHabEsp_VerAudio.pdf. Consulté pour la dernière fois le 13/04/2012.

²⁰ Ernesto Guevara, « Le socialisme et l'homme à Cuba », *Écrits et Discours*, Ed. Ciencias Sociales, La Havane, 1977, p. 256.

²¹ *Granma*, La Havane, 11 août 1967.

bien là d'une politique éloignée de celle de Moscou à l'époque, et qui suscite d'adhésion de nombreux étudiants, intellectuels... Mais en août 1968, en pleine guerre du Vietnam, Cuba approuve l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie, se coupant ainsi de courants de gauche jusqu'alors solidaires.

L'anti-impérialisme militant

Si la pensée du Che reste un laboratoire, si certains postulats sont datés, notamment ceux qui concernent la lutte armée, l'Amérique du Sud d'aujourd'hui est devenue, elle aussi, un laboratoire politique. Elle explore des alternatives endogènes au « néolibéralisme » ravageur. Pour la première fois depuis des décennies, le continent cherche – et y parvient – à se doter d'une communauté de valeurs et de pratiques ; elle s'inscrit, pas seulement dans le discours des dirigeants actuels, mais également dans la filiation de la plupart des *Libertadores* et de leur vision d'une « patrie latino-américaine ». Le président Hugo Chávez veut, par exemple, « terminer l'œuvre de Bolívar », « son » Bolívar, l'émancipateur, le décolonisateur ²². L'Amérique latine se trouve en quelque sorte à la reconquête d'elle-même. Ce que l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano traduit ainsi : « L'Amérique latine est l'arc-en-ciel terrestre, qui a été mutilé. Ils nous ont laissés aveugles de nous-mêmes [...] mais nous ne sommes plus désormais ce qu'ils nous ont dit ». Médias et politiciens de droite crient au « nationalisme », au « populisme », sans tenir compte que ces concepts, selon qu'ils s'incarnent dans des conjonctures différentes, n'ont ni le même contenu ni les mêmes conséquences. En Amérique du Sud, la plupart des avancées révolutionnaires des xx^e et xxi^e siècles, ont conjugué et conjuguent Bolívar et Marx, luttes sociales et souveraineté nationale. Le populisme s'inscrit dans une tradition sociale qui date des années 1930. Comment dès lors appliquer à ces réalités des lectures européennes actuelles ?

Dans cette marche vers la « deuxième indépendance », tous les pays principalement concernés : le Brésil, le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, l'Uruguay, le Paraguay, le Pérou, l'Argentine, le Nicaragua et y compris Cuba, insistent, dans ce nouveau cycle politique, sur l'exploration de voies autochtones, débarrassées de toute référence à un modèle extérieur, recherchent une

²² Alain Rouquié, *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Éd. Albin Michel, Paris, 2010, p. 238.

construction sociétale nouvelle à partir des racines et de l'histoire nationales. Le choix n'est donc pas entre « réforme ou révolution », comme le répète à l'envi la majorité des médias occidentaux ²³. Lors de la crise et des soulèvements populaires des années 2000 (Argentine, Bolivie, Équateur...), la plupart des « partis traditionnels » s'effondrèrent, discrédités... Cela obligea à « inventer » une nouvelle radicalité, une gauche de rupture, à construire des logiques spécifiques à chaque pays, et à mettre sur pied de nouvelles organisations, partis, institutions, à renouveler les vieilles pratiques du bipartisme sclérosant, d'une démocratie représentative épuisée.

La plupart des partis sociaux ou néolibéraux contribuèrent, dans les années 1970, à la vague « libérale », comme fascinés, à l'image du social-démocrate vénézuélien Carlos Andrés Pérez, par cette nouvelle étape, de financiarisation, du système capitaliste. Ils furent acteurs convaincus de la mise en œuvre, en « première mondiale », des politiques ultralibérales. Avant même Reagan et Thatcher, l'Amérique du Sud servit de champ d'expérimentation aux *Chicago Boys*, dans le Chili de Pinochet. Vingt-cinq ans plus tard, elle fut aussi celle qui, la première, engagea des processus de rejet des prédatrices « thérapies de choc » du FMI ; elles provoquèrent des insurrections populaires (« guerre de l'eau et du gaz » en Bolivie en 2003 et 2005) qui portèrent au pouvoir, en Bolivie, en Équateur, par la mobilisation sociale et la voie des urnes, des présidents de rupture, par rapport aux politiques et pratiques précédentes. La perspective tant rabâchée, d'un « siècle américain », faisait long feu. Le projet des néoconservateurs de « refaçonner le monde », d'hégémonie totale des États-Unis, commençait à refluer dès 1994 au Chiapas ; le continent initiait la résistance et la reconquête. Elles s'accéléchèrent avec les élections de Chávez en 1998, de Lula en 2002 et de Kirchner en 2003, mais également grâce aux Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre, à partir de 2001.

Un processus de revendication de la souveraineté nationale, de retour de l'État (auparavant relégué, démantelé, réduit au minimum), d'exigence de redistribution équitable, de réduction d'inégalités vertigineuses, s'amorçait, dans des sociétés à la structure de classe devenue complexe, en transformations permanentes. Peuples, et gouvernements de plus en plus nombreux, contestèrent chaque jour davantage les politiques

²³ Marc Saint-Upéry, *Le rêve de Bolívar. Le défi des gauches sud-américaines*, Éd. La Découverte, Paris, 2007.

du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, de l'OCDE, appelées « consensus de Washington ». La conjoncture, telle une grande vague, commença à se retourner, et enfanta d'autres logiques, différentes d'un pays à l'autre, mais convergentes. Ces « avancées révolutionnaires », selon l'expression du politologue Samir Amin, résultèrent d'une nouvelle articulation entre le politique et les mouvements sociaux. Au fil des années, la formule des forums sociaux s'essouffla, par manque d'alternatives politiques, ce qui amena Chávez, lors du V^e FSM de Porto Alegre, le 30 janvier 2005, à proposer comme débouché le « socialisme du XXI^e siècle ». Un coup de tonnerre dans un ciel déjà agité.

Un nouveau cycle politique et la pensée du Che

Que doit ce nouveau cycle politique à la pensée du Che ? Rien si on la réduit à dessein à « la lutte armée » prônée dans le contexte des années 1960. Dans la « Deuxième Déclaration de La Havane », du 4 février 1962, la « violence révolutionnaire », le « soulèvement des peuples », sont présentés comme une réponse à l'agressivité de l'impérialisme. S'il y est affirmé, lapalissade, que « le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution », beaucoup d'observateurs et de militants n'ont pas voulu y voir non plus un concept pourtant fondamental : « les révolutions ne s'exportent pas ». L'« exportation de la révolution » a été surtout une théorie fabriquée par des intellectuels procastristes occidentaux. L'analyse fidélo-guévariste de l'époque part de la nature même de l'impérialisme, de sa domination sur le continent, de l'analyse du capitalisme comme système mondial de domination, et estime que la victoire ne sera pas consolidée tant que d'autres peuples seront soumis. La révolution cubaine a par elle-même une dimension à la fois continentale et tiers-mondiste. Elle est portée conjointement par Fidel Castro et Che Guevara, mais le Cubano-Argentin a les mains plus libres que Castro, et encore plus lorsqu'il décide de partir...

Ceux qui opposent le « réalisme » de l'un au « gauchisme » de l'autre restent prisonniers d'une caricature assénée depuis près de cinquante ans. En mars 1967, lorsque le Che se trouve déjà en Bolivie, quatre éditoriaux du quotidien du PCC, « *Granma* », reprennent ce que d'aucuns considèrent comme du « guévarisme »²⁴. Il en sera de même le 10 août 1967, lorsque

²⁴ Antonio Moscato, in : *Che plus que jamais*, coord. Jean Ortiz, Ed. Atlantica, Biarritz, 2007, p. 75.

Castro clôturera, par un discours très anti-impérialiste, la première conférence de l'OLAS à La Havane. Cela démontre que le Che, en Bolivie, mettait bel et bien en œuvre le projet continental de la révolution cubaine. Fidel répète aujourd'hui que « le Che avait raison à ce moment-là » et que « les conditions objectives dans le reste de l'Amérique latine étaient supérieures à celles de Cuba »²⁵.

C'est sans doute cette « vision continentale » et internationaliste, cet humanisme révolutionnaire, prolongeant l'héritage martinien, bolivarien, qui restent certainement l'un des principaux legs du guévarisme. L'incontournable nécessité d'un front commun des peuples, vu que le capitalisme est un système mondial ; la solidarité anti-impérialiste devient un devoir moral et politique, comme l'exprime cette belle formule : « Soyez surtout capables de ressentir, au plus profond de vous-mêmes, toute injustice commise contre quiconque en quelque partie du monde. C'est la plus belle vertu d'un révolutionnaire »²⁶. Pour le Che, tous les peuples de l'Amérique du Sud ont une « identité américaine », une même matrice, des traits communs, et le continent ne pourra se libérer que globalement.

Dans *La Gazette de Kingston*, le 6 septembre 1815, Simón Bolívar publie un texte visionnaire connu comme « Lettre de la Jamaïque »²⁷. Il y développe une vision autochtone de l'Amérique du Sud, de son passé, de son histoire, et avance pour la première fois le grand projet bolivarien : l'unité du continent et la création d'une grande confédération de nations, d'une seule nation, et l'espoir de « voir se former en Amérique latine la plus grande nation du monde »²⁸. Ces idées, reprises et amplifiées par José Martí, seront par la suite intégrées dans la pensée marxiste des années 1920 par des hommes comme le Cubain Julio Antonio Mella. Le 2 décembre 1925, dans la revue *Venezuela Libre*, il déclare : « L'unité de l'Amérique dont rêvent bien des esprits éclairés du monde, c'est l'unité de notre Amérique, de l'Amérique fondée sur la justice sociale, de l'Amérique libre et non pas

²⁵ Ignacio Ramonet, p. 269.

²⁶ Ernesto Guevara, « Lettre d'adieu à ses enfants » in : *Escritos y discursos*, tome 9, p. 392.

²⁷ Jean Ortiz [coord.], *De Bolívar aux libertadors...*, op. cit., p. 31-37.

²⁸ Laurent Tranier, *Bolívar, la mémoire de l'Amérique*, Paris, Éd. Toute latitude, p. 55.

exploitée, coloniale »²⁹. Comme Bolívar et Martí, pour Mella puis Che Guevara, sans justice sociale, la démocratie politique et l'intégration continentale sont mutilées. Mella reprend le rêve martinien d'une république « avec tous et pour tous »³⁰ et la visée bolivarienne. Bolívar considérerait qu'il ne suffisait pas seulement de déplacer les « élites blanches », mais qu'il fallait construire une autre nation. La perspective d'une nation latino-américaine (« un seul pays, la patrie grande », comme la nommait Bolívar), devient, deux siècles plus tard, un projet en marche, quoiqu'inachevé. L'idée a gagné qu'il ne peut y avoir de libération nationale sans émancipation sociale »³¹.

Pour la « patria grande » : un « socialisme du XXI^e siècle »

Cette volonté d'intégration sociale, culturelle, ethnique, continentale, inspire aujourd'hui les « révolutions citoyennes », « bolivarienne », de Evo Morales, Rafael Correa, Hugo Chávez... présentées le plus souvent par les agences nord-américaines et les campagnes d'opinion hostiles, hargneuses, comme des clones de la révolution cubaine. L'absurdité, le mépris de cette vision européocentrique empêchent de comprendre – et de réfléchir – les nouvelles logiques à l'œuvre qui réduisent la pauvreté, rendent aux peuples leurs ressources naturelles, le pétrole, le gaz, l'eau...

Pour la première fois depuis les indépendances, l'Amérique latine vit, dans sa diversité, une convergence de valeurs, de visées, de pratiques. L'intégration régionale qui, timidement, se cherchait depuis les années 1960, est désormais enclenchée, à partir de cadres nationaux, dans le respect jaloux de la souveraineté de chaque pays. À l'Ouest, les médias-mensonges crient au « populisme », au « nationalisme », etc. Bref, encore et encore, « l'eurocentrisme de toujours n'est pas capable de voir plus loin que le bout de la lorgnette de ceux qui sont confortablement installés dans le monde moderne »³². Le continent est à la recherche d'un

²⁹ Julio Antonio Mella, *Documentos y artículos*, Éditorial de Ciencias Sociales, Instituto Cubano del Libro, 1975, p. 625.

³⁰ *Ibid.*, p. 270.

³¹ Nestor Kohan, *De Bolívar aux Libertadors d'aujourd'hui : l'Amérique latine insoumise*, coord Ortiz, Jean, Éd. Atlantica, Biarritz, 2011, p. 331.

³² Samir Amin, *Modernité, religion et démocratie*, Éd. Parangon, 2008, Saint-Jean-la Pendue, p. 173.

espace latino-américain sans les États-Unis et travaille à créer une vision propre, latino-américaine. Quel formidable « changement d'époque », selon la formule du président Correa !

Des révolutions construisent un présent porteur, pour citer le poète mexicain Octavio Paz, « un futur qui est aussi un retour aux origines »³³. L'acte fondateur de l'UNASUR (l'Union des nations d'Amérique du Sud) eut lieu à Brasilia le 23 mai 2008)³⁴. Cet organisme de coopération, impulsé principalement par le Brésil, s'est même doté d'un Conseil de sécurité conjoint de l'Amérique du Sud, pour résoudre crises et conflits entre latino-américains, sans les États-Unis. Plus encore, en décembre 2008, à Salvador de Bahia, 33 pays du continent jetèrent les bases d'une organisation continentale (sans les États-Unis, non invités au sommet), la CELAC : Communauté des États latino-américains et de la Caraïbe. Elle naquit officiellement en décembre 2011 et, symboliquement, à Caracas. La « doctrine Monroe » de 1823 s'est aujourd'hui inversée. Cuba a été admise au « Groupe de Rio ». Le 3 juin 2009, sa « suspension » de l'OEA, qui datait de 1962, fut levée à l'unanimité, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OEA, au Honduras. L'Alliance bolivarienne des Amériques, constituée à l'initiative de Cuba et du Venezuela en 2004, fondée sur des rapports non marchands, devient peu à peu une zone d'intégration, d'échanges solidaires, mutuellement avantageux, équilibrés, tout le contraire des accords dits de « libre-échange ».

L'autre apport toujours vivant du Che réside dans son incitation, à partir de 1962, à ne copier aucun modèle extérieur pour construire le socialisme dont l'Amérique latine a besoin. Nous avons vu combien il commence à douter de l'URSS après la « crise des fusées » d'octobre 1962, et ce malgré la retenue que lui impose son statut de dirigeant cubain et la reconnaissance qu'il témoigne envers Moscou pour avoir permis à Cuba de survivre. Ernesto Guevara renoue ainsi avec les marxistes latino-américains des années 1920 et 1930, notamment Julio Antonio Mella et José Carlos Mariátegui, les premiers à diffuser avec force le marxisme, et qui n'étaient pas tenus par la discipline et les schémas réducteurs, le monolithisme, qu'imposera par la suite

³³ Octavio Paz, *La flor saxigrafa*, traduction française, éd. Gallimard, Paris, 1984, p. 34-35.

³⁴ *El País*, 25 mai 2008.

le Kominterm. Le Che disait avec humour : « Le parti pense pour toi et tu dois digérer »³⁵.

Le jeune leader étudiant cubain, Julio Antonio Mella, fondateur du parti communiste de Cuba en 1925, et assassiné à 25 ans au Mexique par les agents du dictateur Machado, insistait déjà sur la nécessité d'une « intelligente adaptation de la cause socialiste »³⁶ à « la réalité du milieu »³⁷. Le jeune révolutionnaire au destin byronien, amant fugace de Tina Modotti, écrira en février 1924, avant même la création du PCC : « Nous ne cherchons pas à implanter dans notre milieu des copies serviles de révolutions faites par d'autres hommes sous d'autres climats »³⁸. En mai 1928, exilé au Mexique, il enfonce à nouveau le clou : « il ne faut pas croire à une explication mécanique d'expériences d'autres endroits »³⁹.

C'est sans doute le Péruvien José Carlos Mariátegui, fondateur du Parti socialiste péruvien et de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), qui, dans les années 1920, et dans ses remarquables *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne*, a envisagé le socialisme non comme une doctrine univoque mais comme un processus. On connaît sa phrase la plus emblématique : « Nous ne voulons pas que le socialisme soit en Amérique ni un calque ni une copie, mais une création héroïque. Nous devons donner vie au socialisme indo-américain à partir de notre réalité, dans notre propre langue »⁴⁰. En Europe, ces idées sont développées par Gramsci, pour qui le marxisme n'était pas une bible, ni une science, mais d'abord, comme pour Mariátegui, une méthode de lutte.

Lors d'une conférence, en septembre 1923, Mariátegui tenait des propos fort innovants pour l'époque : « Les formes politiques, sociales, et culturelles sont toujours provisoires [...] Dans leurs entrailles, elles portent, invariablement, le germe d'une forme

³⁵ Carlos Tablada, *Ernesto Che Guevara, homme et société. La pensée économique du Che*, Éd. Casa de las Américas, 1987, p. 241.

³⁶ Mella, *op. cit.*, p. 340.

³⁷ *Ibid.*, p. 124.

³⁸ *Ibid.*, p. 87-88.

³⁹ *Ibid.*, p. 408.

⁴⁰ Roland Forgues, *Mariátegui. La Utopía Realizable*, Éd. Amauta, Lima, 1995, p. 249.

future. Ankylosée, pétrifiée, la forme démocratique [...] ne peut contenir la nouvelle réalité humaine »⁴¹.

Ces concepts, ces idées, ces approches endogènes, autochtones, sont celles qui inspirent précisément Hugo Chávez lorsqu'il propose un « socialisme du XXI^e siècle », et celles de Evo Morales lorsqu'il aborde la problématique indienne, non seulement en termes ethniques et culturels, mais aussi en termes sociaux. Mariátegui, dans *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne*⁴², avait ouvert le débat. Après l'effondrement du mur de Berlin, en Amérique latine comme ailleurs, le ressac idéologique fut à la mesure de l'espérance déçue. L'altermondialisme permit de repartir à la reconquête, puis, le 25 février 2005, lors de son « Discours inaugural au quatrième Sommet de la dette sociale », à Caracas, comme en janvier au Sommet de Porto Alegre, le président vénézuélien réhabilita, au cœur même des débats, le mot et le concept de « socialisme ». Chávez se livrait en même temps à une critique forte du « soviétisme, du socialisme étatique », « du collectivisme »⁴³. Dans le discours inaugural de son nouveau mandat, le 10 janvier 2007, il dénonça la « perversion soviétique », « l'oubli de l'être humain », et le capitalisme homicide ; il appela à resoumettre la logique économique à l'intérêt collectif, au bien commun (vieille antienne guévariste), à remettre de la règle, du droit, de l'État, et avança le concept de « démocratie participative et protagonique »⁴⁴. Selon H. Chávez, ce socialisme « indo-afro-latino-américain » doit puiser aux sources autochtones⁴⁵, intégrer les apports de Marx mais aussi ceux de la « théologie de la libération » de l'Église catholique, la pensée des *Libertadores*, les valeurs, la cosmogonie des communautés indiennes... Selon le vice-président bolivien Garcia Linera, « l'indianisme de gauche a indianisé le marxisme et marxisé l'indianisme »⁴⁶. Dans le discours social du président équatorien Rafael Correa, catholique pratiquant, pointe la doctrine sociale de l'Église

⁴¹ J.-C. Mariátegui, *Historia de la crisis mundial. Conferencias pronunciadas en 1923*. Obras completas, vol. 8. Ed. Amauta, Lima, p. 41-42.

⁴² J.-C. Mariátegui, Ed. Amauta, Lima, 1968, 14^e édition.

⁴³ Margarita Lopez Maya, *Ideas para debatir el socialismo del siglo 21*, vol. 2, Éd. Alfa, Caracas, 2009, p. 109-110.

⁴⁴ Hugo Chávez, *El discurso de la unidad*, Caracas, Éd. Socialismo del siglo 21, n° 1, janvier 2007, p. 50.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 50.

⁴⁶ Interview *Público*, 2 juin 2011.

catholique. Au dogmatisme du marché, Correa oppose un « changement d'époque », un « socialisme » encore assez indéfini idéologiquement, fait de davantage de régulation, de récupération des ressources naturelles, de politiques publiques vigoureuses, de mesures sociales en faveur des plus pauvres, de renégociation des contrats avec les multinationales des hydrocarbures... Les nouvelles clauses sont largement favorables à l'Équateur.

La nécessité d'un « socialisme autochtone », reprise par Chávez, traverse la réflexion de nombreux penseurs latino-américains depuis plus de deux siècles. Le précepteur de Simón Bolívar, Simón Rodríguez, socialiste que l'on pourrait qualifier « d'utopique », lançait déjà la mise en garde suivante : « Pourquoi aller chercher des modèles ailleurs ? [...] L'Amérique latine est spécifique et ses institutions ainsi que son gouvernement doivent l'être aussi »⁴⁷. Mariátegui, le premier marxiste latino-américain, écrivait : « La révolution latino-américaine ne sera rien d'autre qu'une étape, une phase de la révolution mondiale [...] À ce terme on pourra ajouter, selon les cas, tous les adjectifs que l'on voudra : « anti-impérialiste », « agraire », « nationaliste révolutionnaire ». Le socialisme les suppose, les précède et les substitue tous »⁴⁸.

De l'éthique en politique

La pensée guévérienne sur la nécessité d'une politique éthique, de l'éthique en politique, inspire les discours de la nouvelle gauche latino-américaine. Mais il y a encore loin des paroles aux actes... L'héritage de décennies de corruption, de prébendes, reste difficile à éliminer. Les nouvelles élites reproduisent parfois les anciens travers qu'elles critiquent. Pour Fidel Castro « le plus grand enseignement que laisse le Che, ce sont les valeurs morales, la conscience »⁴⁹.

Pour Guevara, l'exigence d'éthique révolutionnaire doit structurer tout projet émancipateur. Une politique qui se fixe pour but l'émancipation humaine doit être inséparable de la question éthique. Mariátegui ne disait pas autre chose et attribuait à l'éthique un rôle et une place de premier plan. La dimension révolutionnaire de l'éthique imprègne déjà la pensée

⁴⁷ Simón Rodríguez, *Œuvres complètes*, Caracas, 1975, tome 1, p. 342-343.

⁴⁸ José Carlos Mariátegui, « Aniversario y balance », Éd. Amauta, n° 17, Lima, septembre 1928.

⁴⁹ Ignacio Ramonet, *op. cit.*, p. 273.

marxiste latino-américaine des années 1920. Elle passe d'abord par l'exemplarité des dirigeants. On connaît la manière dont le Che refusait tout privilège personnel, partageait les conditions de vie des salariés de son ministère, vivait dans une austérité matérielle qui frôlait parfois l'ascétisme... Les anecdotes abondent qui confortent l'importance qu'il attachait à l'intégrité des dirigeants, et combien il prêchait d'exemple. Comme le Che, l'une des premières mesures du premier président indien de la Bolivie, Evo Morales, lorsqu'il accéda au pouvoir, le 22 janvier 2006, fut de réduire de 30 à 60 % les salaires du vice-président, des ministres, vice-ministres et hauts fonctionnaires. Il s'appliqua à lui-même une baisse plus importante encore⁵⁰. Evo Morales remet en cause les concepts, les approches, les pratiques, de la « gauche traditionnelle »⁵¹. L'Équatorien Rafael Correa a placé l'éthique dans la qualification même des changements qu'il impulse : « révolution citoyenne, démocratique, éthique, nationaliste »⁵².

Si le ressort éthique s'avère nécessaire, il n'est pas pour autant suffisant. Les dirigeants ont besoin de contre-pouvoirs efficaces. Hugo Chávez veut « rendre sa place au peuple »⁵³. Au Venezuela bolivarien, les « conseils communaux » socialisent la prise de décision, la gestion et le contrôle populaire, à partir d'en bas. Le Che lie étroitement l'éthique à sa conception du socialisme, en la débarrassant de tout conditionnement marchand et de toute aliénation. Il se rend compte que le « socialisme existant » n'octroie pas à l'individu la place et le rôle qu'exigent les nouvelles logiques. Comment, en effet, penser une économie qui ne marchandise pas l'homme, et qui le mette au centre des changements ? Il écrit : « L'homme nouveau doit être le résultat d'une révolution à la fois économique, morale et culturelle. L'homme doit se transformer de pair avec la production [...] son image ne sera jamais aboutie »⁵⁴. Dans les années 1930,

⁵⁰ Álvaro García Linera, « Les quatre contradictions de notre révolution », *Le Monde diplomatique*, Paris, septembre 2011.

⁵¹ Álvaro García Linera, *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie en Bolivie contemporaine*, Éd. Les prairies ordinaires, Paris, avril 2008.

⁵² Alain Rouquié, *op. cit.*, p. 252.

⁵³ Michel Collon, *Les sept péchés capitaux de Hugo Chávez*, Éd. Investig'Action, Bruxelles, 2009, p. 404.

⁵⁴ Interview à l'hebdomadaire *Marcha*, Montevideo, 12 mars 1965.

le marxiste argentin Anibal Ponce avançait le concept voisin « d'homme dans sa totalité »⁵⁵.

Président de la Banque nationale ou ministre de l'Industrie ou « *comandante* » de la révolution, Guevara pratique un nouveau mode d'exercice du pouvoir, stimule des formes d'intervention directe des citoyens, des contre-pouvoirs effectifs, la prise en compte par le parti de la diversité sociale, idéologique, même s'il reste dans le cadre du parti unique et « d'avant-garde ». Le débat économique des années 1963-1964 entre Guevara et Ernest Mandel, Charles Bettelheim, Carlos Rafael Rodríguez, fut relayé publiquement. À la censure, à l'imposition d'une pensée unique, le Che oppose le débat au grand jour. Il considère qu'il « n'est pas possible de détruire une opinion par la force, parce que cela bloque tout le libre développement de l'intelligence »⁵⁶. Ses « véritables » « œuvres complètes » (éditées en tirage limité par le Comité central du PCC) montrent toute la richesse et la profondeur des débats suscités, ouverts, par le Che, au ministère de l'Industrie.

Pour des millions de Latino-Américains, le Che incarne l'internationalisme, la solidarité internationale de classe de (et avec) tous les opprimés. Au Congo et en Bolivie, malgré l'échec final, il montrera que le révolutionnaire doit se sentir concerné et solidaire de toutes les luttes, où qu'elles aient lieu. Il reprend la célèbre phrase de José Martí : « Tout homme véritable doit ressentir sur sa propre joue le coup porté sur n'importe quelle joue d'homme »⁵⁷. L'internationalisme constitue pour le Che un devoir essentiel, une obligation librement consentie, la condition première du révolutionnaire, un impératif stratégique dans le combat anti-impérialiste, et une haute exigence morale.

À sa façon, Hugo Chávez s'inspire de ces principes dans son dialogue direct avec le peuple, grâce à l'émission dominicale *Alo Presidente*, comme dans la mise en place de « missions sociales » autogérées pour faire face à la pauvreté, à l'analphabétisme, au sort des personnes âgées, des mères célibataires, etc. Hugo Chávez met en pratique également ces notions guévériennes

⁵⁵ Anibal Ponce, *D'Érasme à Romain Rolland. Humanisme bourgeois et humanisme prolétarien*, Ed. Futuro, Buenos Aires, [1962], p. 38.

⁵⁶ Michael Löwy, Olivier Besancenot, *Che Guevara, une braise qui brûle encore*, Éd. Mille et une nuits, Paris, 2007, p. 132.

⁵⁷ Ernesto Guevara, « Discurso en la conmemoración del natalicio de José Martí », in : *Escritos y discursos*, Éd. de ciencias sociales, La Havane, 1997, tome 4, p. 56.

lorsqu'il livre à Cuba du pétrole à prix cassé en échange de l'aide de milliers de médecins cubains qui opèrent dans les « *barrios* » (quartiers pauvres). Trente et un mille médecins et « collaborateurs médicaux » cubains prêtent leurs services hors de l'île, dans 69 pays. L'« opération Miracle », lancée en 2004 par Cuba et le Venezuela, afin d'opérer gratuitement de la cataracte les plus pauvres, relève de la même inspiration. Elle est sans doute l'un des plus beaux fleurons de l'internationalisme. Plus d'un million de personnes, de 28 pays, en ont bénéficié. La création de l'Alba (Alliance bolivarienne des Amériques), le 4 décembre 2004, s'appuie également sur les conceptions internationalistes de Guevara ; elle travaille à une intégration continentale hors mise en concurrence et libre-échange, à des relations solidaires, non marchandes, équilibrées, entre États membres (Cuba, Venezuela, Bolivie, Équateur, Nicaragua, etc.). « Avec l'ALBA et ses émanations : Petrocaribe, Telesur, etc., le Venezuela a internationalisé le projet bolivarien et ce, d'une façon clairement anticapitaliste »⁵⁸. L'Amérique latine n'est plus désormais « l'arrière-cour » des États-Unis. Ils n'ont plus la mainmise totale sur le continent. Ils y perdent peu à peu leur hégémonie. Ce changement de conjoncture, de rapport des forces, doit être mesuré à l'aune de l'histoire, de la géopolitique, des enjeux historiques et politiques... L'Amérique latine est entrée dans une phase nouvelle d'accélération de son histoire, de conquête d'une véritable indépendance. Pour bien en saisir toute la portée, référons-nous aux propos de Simón Bolívar qui, déjà, le 13 juin 1926, dans une lettre au « *Libertador* » Santander, avait cette intuition lumineuse : les États-Unis « se croient destinés par la Providence à répandre dans notre Amérique des misères au nom de la liberté »⁵⁹. La Providence n'est plus ce qu'elle était.

⁵⁸ Diana Raby, in *De Bolívar aux Libertadors...*, p. 217-218.

⁵⁹ Laurent Tranier, *Bolívar, la cause de l'Amérique*, Éd. Boulogne, éd. Toute latitude, 2008.